

Unité départementale du Loiret
3 rue de Carbone
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 18/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SML

ZAC Arboria
400 rue des Merisiers
45700 Pannes

Références : 347 / 2025
Code AIOT : 0010006180

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement SML implanté ZAC du Tourneau Chemin de la Herse 45700 Pannes. L'inspection a été annoncée le 07/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre du suivi des dispositions prises par l'exploitant pour satisfaire l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/07/2024 pris à son encontre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SML
- ZAC du Tourneau Chemin de la Herse 45700 Pannes
- Code AIOT : 0010006180

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SML, implantée sur la commune de Pannes, réalise le lavage intérieur et extérieur de citernes et bennes alimentaires.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Déclaration de changement d'exploitant ICPE	Code de l'environnement du 21/01/2025, article R. 181-47	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	Modalités de prélèvement des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.6.3.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
7	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.6.2	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration des résultats PFAS sous GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.III	/	Levée de mise en demeure
3	Prélèvements en eau	AP Complémentaire du 21/07/2015,	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 1		
4	Rejets aqueux des installations	Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.5.	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des résultats PFAS sous GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.III
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi APMD
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin: 10px 0;"> <p><u>Rappel des dispositions prévues par l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 18/07/2024 :</u> La société SML exploitant une installation d'entretien et de réparation ainsi que de lavage extérieur et intérieur de véhicules sise 400 rue des Merisiers, sur la commune de PANNES est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, en transmettant sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, via l'outil dématérialisé GIDAF les résultats des campagnes de mesures requises par ledit arrêté.</p> </div> <p>Le délai accordé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure est à présent échu. Vu : les 3 déclarations GIDAF transmises par l'exploitant consécutives aux prélèvements suivis d'analyses au point de rejet des eaux industrielles, sur les paramètres AOF et substances PFAS définies par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - campagne du 9 septembre 2024 transmise le 27 septembre 2024 ; - campagne du 15 octobre 2024 transmise le 18 décembre 2024 ; - campagne du 15 novembre 2024 transmise le 17 décembre 2024. <p>Ces éléments permettent de satisfaire aux dispositions de la mise en demeure. Le constat est</p>

levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente l'état des stocks généré au 16/01/2025. Il précise que cet état est généré une fois par an pour l'activité garage (non classée au titre des ICPE) et une fois par mois pour les produits employés sur la station de lavage.</p> <p>Il est constaté que l'état des stocks ne comprend pas les produits chimiques employés à la station de traitement des effluents.</p> <p>Vu : fiche de données de sécurité d'un produit vérifiée par sondage : RC TRUCK WASH ULTRA. La fiche de données de sécurité indique que le produit est classé selon les mentions de danger H290, H314, H318 et H373.</p> <p>L'inspection des installations classées recommande que l'état des stocks indique les mentions de danger des produits stockés ainsi que les zones de stockage sur l'installation, ceci afin de faciliter l'intervention des équipes de secours en cas d'accident.</p> <p>Constat : L'état des stocks ne comprend pas les produits chimiques employés à la station de traitement des effluents.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Prélèvements en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/07/2015, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Origine de la ressource en eau : Eaux souterraines- Nom de la masse d'eau : Calcaires d'Étampes- Prélèvement max annuel autorisé : 12 000 m³- Débit maximal horaire : 4,4 m³/h- Débit maximal journalier : 35 m³/h- Usage de l'eau : lavage de citernes. <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.</p>
Constats : <p><u>Rappel du constat [C2] émis lors de la visite d'inspection précédente :</u> L'exploitant n'est pas en mesure de fournir le justificatif du respect des débits maximum horaire et journalier au point de prélèvement dans les eaux souterraines.</p> <p>Vu : le registre des prélèvements d'eau pour les années 2022, 2023 et 2024. Le registre présente les consommations en eau de forage et en eau de ville, ainsi que la détermination des débits maximum horaire et journalier :</p> <ul style="list-style-type: none">- en 2022 : 5221 m³ au total // débit max journalier : 25,720 m³/j // débit max horaire : 3,040 m³/h- en 2023 : 5418 m³ au total, avec mention spécifique d'une surconsommation liée au remplissage de la bâche incendie (volume 240 m³) au total // débit max journalier : 31,820 m³/j // débit max horaire : 3,759 m³/h- en 2024 : 4925 m³ au total // débit max journalier : 20,743 m³/j // débit max horaire : 2,451 m³/h <p>Absence d'écart constaté sur les volumes prélevés et les débits de prélèvements. La non-conformité [C2] est levée.</p> <p>Il est toutefois constaté des erreurs de comptabilisation des volumes d'eau dans le registre. Par exemple, il apparaît des volumes totaux inférieurs au volume comptabilisé sur le compteur d'eau de forage en février 2024. Pour autant, ces erreurs restent de faible ordre de grandeur.</p> <p>L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de fiabiliser les données de son registre de suivi des prélèvements. L'exploitant indique que le compteur n°3 associé au lavage</p>

extérieur des véhicules (piste rouleaux) doit être changé en 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets aqueux des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.5.

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux des installations

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/07/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents de l'établissement aboutissent aux 2 points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet	N°1	N°2
Nature des effluents	EU et EI	EPp et EPnp
Exutoire du rejet	Réseau communal "eaux usées", STEP communale	Réseau communal "eaux pluviales", Chemin de la Herse
Traitement avant rejet	lagune d'aération	
Milieu naturel récepteur	Le Loing	La Bezonde
Conditions de raccordement	Convention	Convention

[...] Le débit maximal journalier d'effluents rejetés au réseau communal «eaux usées », puis en station d'épuration collective au point 1 est de 20 m³/jour.

Le débit moyen journalier d'effluents rejetés au réseau communal «eaux usées », puis en station d'épuration collective au point 1 est de 15 m³/jour.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants). Ces points doivent être aisément accessibles et permettent de réaliser des mesures représentatives et des interventions en toute sécurité. Ils permettent également d'assurer une bonne diffusion des rejets sans apporter de perturbation du milieu récepteur.

Constats :

Rappel du constat [C4] émis lors de la visite d'inspection précédente : L'exploitant n'est pas en

mesure de présenter une convention de rejets à jour.

Vu : convention de rejet entre la société SUEZ en tant que gestionnaire de la station de traitement des effluents industriels de la société SML de Pannes, et la Communauté d'Agglomération Montargoise et rives du Loing établie le 15/12/2023 pour la période 2017 à 2028.
La non-conformité [C4] est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration de changement d'exploitant ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/01/2025, article R. 181-47

Thème(s) : Situation administrative, Transfert autorisation environnementale

Prescription contrôlée :

I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.

II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

III. - Par dérogation au II, pour les ouvrages mentionnés aux rubriques 3.2.5.0 et 3.2.6.0 du tableau de l'article R. 214-1 et les installations utilisant de l'énergie hydraulique, la déclaration est faite préalablement au transfert. [...]

IV.-Par dérogation au II, pour les installations relevant de l'article L. 515-32 autres que celles mentionnées au 3° de l'article R. 516-1, l'exploitant informe le préfet préalablement au transfert envisagé. [...]

V.-En outre, pour toutes les installations relevant de l'article L. 515-32, l'exploitant informe, au préalable, le préfet de tout changement du nom, de la raison sociale ainsi que du siège de la société exploitant l'établissement et de l'adresse de ce dernier.

VI.-Par dérogation au II, pour les autorisations relevant du 3° de l'article L. 181-1, la déclaration est réalisée au plus tard deux mois avant le transfert. [...]

Constats :

Par courriel du 11/10/2024 la société SML informait l'inspection des installations classées du rachat des sociétés SMTRT 45 et SML le 20 décembre 2023 par le Groupe GAGNE OMNITRANS. A cet effet, elle indiquait que la dénomination de SMTRT est devenue GAGNE 45 et que la société SML allait également intégrer GAGNE 45. Par ce courriel, la société sollicitait le transfert de l'autorisation environnementale.

Par courriel en retour du 11/10/2024, l'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant les démarches administratives à réaliser en vue de se conformer aux dispositions de l'article R. 181-47 du code de l'environnement et assurer le transfert des autorisations environnementales des sociétés SMTRT et SML de Pannes au bénéfice de la société GAGNE 45.

Vu : la société SML de Pannes a été radiée du greffe d'Orléans le 07/01/2025.

Le jour de la visite d'inspection, la démarche de déclaration officielle auprès de la préfecture du Loiret n'a pas encore été réalisée.

A la date de rédaction du présent rapport, l'exploitant n'a toujours pas réalisé la démarche de demande de transfert de l'autorisation environnementale au bénéfice de GAGNE 45.

Constat : La société GAGNE 45 n'a pas déclaré le transfert de l'autorisation environnementale au bénéfice de GAGNE 45 dans les trois mois suivants la reprise des activités de la société SML de Pannes, bénéficiaire de l'autorisation environnementale. A ce titre, elle ne dispose pas de récépissé préfectoral justifiant du transfert de l'acte d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Modalités de prélèvement des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.6.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de prélèvement des effluents liquides

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/07/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant dans le tableau ci-dessous la réalisation de mesures selon les fréquences indiquées.

L'exploitant prévoit également une opération de mesure comparative. Cette opération consiste à mandater un organisme accrédité pour les mesures relatives à cette grandeur ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les mesures relatives à cette grandeur pour réaliser une opération qui comprend :

- l'opération de mesure par l'organisme mandaté pour la mesure comparative, des grandeurs soumises à surveillance ; cette opération de mesure est effectuée selon les méthodes habituelles
 - l'opération de mesure par l'exploitant ou par l'organisme mandaté réalisant habituellement les opérations de mesures et dans les conditions habituelles de surveillance, des mêmes grandeurs au même moment, ou immédiatement avant ou après et dans les mêmes conditions de fonctionnement lorsque des mesures simultanées ne sont pas possibles
- [cf tableau de l'AP]

Constats :

Rappel du constat [C13] émis lors de la visite d'inspection précédente : Le prélèvement AUREA (mesures comparatives) n'a pas été effectué sur un rejet moyen 24 heures et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ses prélèvements sont effectués sur un prélèvement moyen 24 heures.

L'exploitant a apporté des éléments de réponse par courriel en date du 28/02/2023 transmettant des résultats d'analyses AUREA. Les analyses comparatives menées par AUREA ont été effectuées sur la base d'un prélèvement sur 24h du 07 au 08/03/2022.

L'inspection des installations classées a refait le point sur ce constat au cours de la visite d'inspection.

<p>Vu : les résultats d'analyses AUREA effectués sur la base de prélèvements 24h les 04/03/2024 et 02/09/2024.</p> <p>L'exploitant ne réalise pas de prélèvement asservi au débit (voire au temps) sur 24h.</p> <p>En conséquence, le constat est partiellement levé et reformulé comme suit :</p> <p>Constat : L'exploitant n'effectue pas les analyses au titre de son autosurveillance bimensuelle sur la base d'un prélèvement moyen sur 24h.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2004, article 3.1.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déversement sans traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique ainsi qu'à la conservation de la faune ou de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement ou au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager ou égoter directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables, ou de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, il est constaté la présence d'un flexible de gros diamètre placé dans le regard en sortie du bassin de traitement des eaux industrielles. L'exploitant indique qu'il s'agit du débordement du trop plein de la cuve de récupération des eaux de lavage des citernes alimentaires destinées à la méthanisation.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle qu'il est interdit de réaliser une liaison directe de cet effluent chargé, sans traitement préalable, dans le réseau des eaux usées.</p> <p><u>La société SUEZ et l'exploitant réalisent alors devant l'inspection des installations classées le retrait du flexible en le plaçant dans le bassin de traitement des eaux industrielles.</u></p> <p>Au départ du site, ce flexible est toujours en place avec une arrivée dans le bassin de traitement des eaux industrielles.</p> <p>En conséquence, il est constaté que le regard en question est pollué par de la charge organique et nécessite un nettoyage.</p> <p>L'exploitant indique que les prélèvements à fins d'analyses sur les eaux industrielles sont réalisés à la sortie du tuyau qui tombe dans ce regard. Dès lors la qualité réelle des eaux industrielles au point de rejet n°1 n'est pas correctement caractérisée.</p> <p>Constat : L'exploitant doit réaliser le nettoyage et curage du regard pollué en charge organique du fait du raccordement du flexible de trop-plein de la cuve recueillant les eaux de lavage des citernes alimentaires et transmettre les justificatifs associés (BSD notamment).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

